La plateforme communale entre vitrine institutionnelle et arène conflictuelle :

pratiques communicationnelles numériques à Djerba Houmt Souk

Taha Bouchaddakh — Doctorant en sciences de l'information et de la communication, Université de Strasbourg

Rikke Haugbolle — Chercheuse indépendante

Communication au 2ème Congrès international sur les Innovations sociales et Culturelles — Djerba, octobre 2023

Résumé

Cet article analyse les pratiques communicationnelles numériques de la municipalité de Djerba Houmt Souk à travers l'étude de sa page Facebook officielle. S'appuyant sur une démarche quali-quantitative combinant analyse de contenu du corpus de publications (février 2023), questionnaire en ligne (n = 136) et entretiens semi-directifs (n = 22 acteurs : agents communaux, ex-élus, société civile, médias), l'étude montre que la plateforme communale fonctionne davantage comme une vitrine institutionnelle descendante que comme un espace de gouvernance locale participative. L'engagement citoyen, bien que réel et parfois intense, est asymétrique, politiquement capturé et non intégré dans les processus décisionnels. La page constitue en pratique une arène conflictuelle où coexistent expression critique citoyenne, registres ironiques, irréactivité institutionnelle et autocensure des agents — configuration désignée sous le concept de participation sans écho. Mobilisant l'échelle d'Arnstein (1969), les théories de la reconnaissance (Honneth, 2000) et le cadre du New Public Management hybride (Hood, 1991), cet article situe les résultats dans une dynamique structurelle de décentralisation inachevée.

Mots-clés : *communication publique locale ; gouvernance numérique ; participation citoyenne ; Facebook municipal ; Djerba ; participation sans écho ; Arnstein.*

Introduction

Depuis le soulèvement populaire tunisien de 2010-2011, les médias sociaux ont occupé une place croissante dans les débats académiques sur la démocratisation et la gouvernance locale. Si les premiers travaux ont insisté sur leur rôle dans la mobilisation sociale (Miladi, 2011 ; Howard & Hussein, 2011), des recherches ultérieures ont questionné ce déterminisme technologique, soulignant que la participation numérique ne se traduit pas automatiquement en influence décisionnelle effective (Morozov, 2011 ; Viallon & Gardère, 2020). Dans le cas tunisien spécifiquement, Cavatorta et Haugbølle (2012) ont montré que la chute de Ben Ali a produit autant une rupture institutionnelle qu'une reconstruction mythologique de la période autoritaire, complexifiant durablement la transition vers une gouvernance locale véritablement participative

En Tunisie, l'adoption du Code des collectivités locales (CCL) en mai 2018 et la tenue des premières élections municipales démocratiques ont créé un contexte institutionnel inédit, dans lequel les municipalités ont progressivement investi Facebook comme infrastructure principale de communication publique. Cette dynamique s'est développée dans un contexte de

décentralisation structurellement inachevé (Labiadh, 2016), profondément recomposé par le tournant politique du 25 juillet 2021 et la dissolution des conseils municipaux élus par décret-loi n° 9 du 8 mars 2023.

La question centrale de cet article est la suivante : dans quelle mesure la plateforme communale Facebook contribue-t-elle à une véritable gouvernance locale participative à Djerba Houmt Souk ? Cette question est examinée à partir d'un corpus de publications couvrant le mois de février 2023 — un mois avant la dissolution — complété par une enquête quantitative (n = 136) et des entretiens semi-directifs auprès de 22 acteurs diversifiés.

1. Cadre théorique et conceptuel

1.1 Les médias sociaux comme dispositifs sociotechniques configurants

Les plateformes numériques ne constituent pas de simples canaux de diffusion — elles sont des architectures configurantes (Van Dijck, Poell & De Waal, 2018 ; Gillespie, 2018) qui prédéterminent les formes d'échange possibles entre les acteurs en imposant leurs logiques algorithmiques et leurs affordances normées. L'algorithme de Facebook, conçu pour maximiser l'engagement, tend à amplifier les contenus suscitant des réactions rapides et intenses, favorisant la visibilité des contenus conflictuels au détriment des échanges délibératifs (Cardon, 2015 ; Papacharissi, 2015). Dans ce cadre, la page Facebook municipale n'est pas un outil de communication neutre — c'est un dispositif sociotechnique inscrivant les échanges institutionnels et citoyens dans des rapports de pouvoir asymétriques que les acteurs ne maîtrisent que partiellement.

1.2 L'échelle d'Arnstein comme référentiel normatif

L'échelle de participation citoyenne développée par Sherry Arnstein (1969) constitue le référentiel normatif central de cette analyse. Elle distingue huit échelons progressifs, de la manipulation (échelon 1) au contrôle citoyen (échelon 8), en passant par la consultation symbolique (échelon 4) et le partenariat (échelon 6). Son apport est de distinguer la participation visible de la participation effective — celle qui se traduit en influence réelle sur les décisions. Dans la littérature sur la gouvernance numérique locale, plusieurs travaux ont montré que les plateformes municipales tendent à confiner la participation aux échelons 3–4 (Mergel, 2013 ; Mossberger, Tolbert & McNeal, 2008).

Les théories de la reconnaissance (Honneth, 2000 ; Fraser & Honneth, 2003) ajoutent une dimension symbolique : le silence institutionnel face à une critique citoyenne argumentée constitue un déni de légitimité dans l'espace public local.

1.3 Le New Public Management hybride

Le New Public Management (NPM) entendait réorienter l'*accountability* publique vers l'usager-citoyen (Hood, 1991 ; Osborne, 2006). Ce que les données djerbiennes documentent est un phénomène distinct : une importation sélective des outils managériaux du NPM — communication de résultats, transparence affichée — sans en adopter la composante de redevabilité citoyenne. L'*accountability* demeure structurellement orientée vers le haut, vers l'État central. C'est ce régime que nous désignons sous le terme de NPM hybride.

2. Méthodologie

2.1 Terrain et corpus

La commune de Houmt Souk, chef-lieu administratif de l'île de Djerba, comptait au moment de l'enquête environ 18 000 abonnés sur sa page Facebook officielle (créée en novembre 2011). Le corpus principal couvre le mois de février 2023 — un mois avant la dissolution du conseil municipal par décret-loi n° 9 du 8 mars 2023.

2.2 Dispositif multi-méthode

La démarche mobilise trois méthodes complémentaires. L'analyse de contenu du corpus Facebook a porté sur l'ensemble des publications et commentaires de février 2023, codés selon quatre dimensions : valence affective (positif/négatif/neutre), registre discursif (informatif, critique argumenté, ironique/sarcastique, insultant), intensité expressive (modérée, forte, virulente) et ciblage (institution globale, acteur identifié, autorité externe).

L'enquête quantitative par questionnaire en ligne a recueilli 136 réponses, toutes catégories socioprofessionnelles confondues. Les entretiens semi-directifs (n = 22) ont été conduits auprès d'agents communaux (n = 8, dont le secrétaire général), de gestionnaires de la page officielle (n = 2), d'ex-membres du conseil municipal (n = 11, dont l'ex-maire), d'un représentant de la société civile et d'une professionnelle des médias locaux. L'anonymisation des participants est systématique : seules leurs fonctions sont mentionnées.

2.3 Indicateur complémentaire : le Rapport d'Asymétrie Dialogique (RAD)

En complément du taux d'engagement classique (réactions / abonnés × 100), nous calculons un Rapport d'Asymétrie Dialogique (RAD = commentaires citoyens ÷ réponses institutionnelles identifiées) pour mesurer l'écart entre l'intensité de l'expression citoyenne et la capacité de réponse municipale. Un RAD de 1 signifie une symétrie parfaite ; plus la valeur s'élève, plus l'asymétrie est défavorable au citoyen.

2.4 Profil des acteurs interrogés

Tableau 1 — Répartition des 22 personnes interrogées par catégorie

Catégories d'acteurs — entretiens semi-directifs (n = 22)
• **Agents communaux** — 8 (dont secrétaire général, agents des services voirie, taxes, comptabilité, courriers, infrastructures culturelles et sportives)
• **Gestionnaires de la page officielle** — 2 (agents désignés sans formation préalable en communication numérique)
• **Ex-membres du conseil municipal** — 11 (dont l'ex-maire, l'adjoint au maire, des élus de listes politiques et indépendantes)
• **Société civile** — 1 (représentant associatif et administrateur d'un groupe Facebook djerbien)
• **Médias locaux** — 1 (journaliste attitrée)

3. Résultats

3.1 Un engagement citoyen asymétrique, peu intégré et politiquement capturé

Pour le mois de février 2023, le corpus fait apparaître 367 réactions et 125 commentaires citoyens pour 14 publications municipales. Le taux d'engagement s'établit à 2,02

% (367 réactions ÷ 18 000 abonnés × 100). Le RAD calculé sur ce corpus atteint 8,9 (125 commentaires ÷ 14 réponses institutionnelles), indiquant que pour chaque intervention municipale dans les fils de discussion, neuf commentaires citoyens restent sans réponse.

Ce résultat est confirmé par une donnée particulièrement révélatrice, issue des entretiens avec la cheffe du service des taxes et du recouvrement : sur 18 000 abonnés, seulement 25 réagissent de manière régulière aux publications, soit un taux d'interaction active de 0,0013 %. Ce chiffre dit mieux que tout autre indicateur l'écart entre l'audience potentielle de la plateforme et son usage effectif comme espace de participation citoyenne.

Ces données quantitatives sont corroborées par les résultats du questionnaire : 74 % des répondants déclarent consulter la page rarement, 61 % estiment qu'elle ne contribue pas à une véritable gouvernance locale participative, 65 % jugent les informations peu utiles et 70 % qualifient la réactivité des administrateurs de médiocre.

Sur l'échelle d'Arnstein (1969), ce profil correspond aux échelons 2–3 : la plateforme diffuse de l'information institutionnelle sans mécanisme structuré de traitement des contributions citoyennes, sans franchir le seuil de la consultation symbolique (échelon 4).

Un facteur aggravant est la capture politique de la page. Plusieurs acteurs interrogés signalent que la plateforme a été utilisée comme vecteur de communication personnelle du maire plutôt que comme instrument de communication municipale partagée. Le secrétaire général lui-même reconnaît ce glissement :

> *« Avant la dissolution, la page était personnalisée et dormante, principalement dédiée à la mise en avant des activités du président. »*
>
> *Le secrétaire général, entretien semi-directif*

Le président de la commission de l'administration et des services complète ce diagnostic :

> *« La page ne relevait pas du conseil — c'était l'administration qui en avait la maîtrise. Quand nous avons tenté de l'animer au début du mandat, nous nous sommes heurtés à un blocage.*
>
> *Ex-élu, président de la commission de l'administration et des services, entretien semi-directif.*

3.2 La parole citoyenne : polarisation, ironie, autocensure et registres discursifs

L'analyse codée des commentaires révèle une prédominance de la valence négative : 38 commentaires négatifs (critiques argumentées, insultes, sarcasmes) contre un nombre significativement inférieur de commentaires positifs sur le corpus de février 2023. Cette polarisation se structure selon des registres distincts.

Le registre critique argumenté concentre les interpellations sur les choix gestionnaires de la commune, notamment la répartition des zones couvertes par le Plan de Développement Local. L'agente communale chargée de l'aménagement et des études urbaines formule un diagnostic de fond :

> *« Pas de ligne éditoriale, pas de charte graphique, pas de filtre administratif. Les publications ne passent par aucun contrôle, ce qui nuit à l'image de la commune. Le conseil utilise la page pour se défendre, non pour défendre l'image de la municipalité et informer les citoyens. »*
>
> *L'agente communale chargée de l'aménagement et des études urbaines, entretien semi-directif*

Le registre ironique constitue une dimension analytiquement significative du corpus djerbien. L'usage de l'émoticône « rire aux larmes » (13 occurrences) dépasse son usage ludique initial pour devenir vecteur de dérision institutionnelle. Cette ironie numérique, propre aux codes énonciatifs djerbiens, ne peut être décodée qu'à la lumière du contexte sociopolitique local.

Un registre moins documenté dans la littérature mais analytiquement crucial est celui de l'autocensure des agents. Plusieurs témoignages convergent sur ce point :

> *« Je ne veux pas intervenir sur la page sous peine d'être réprimandé, quand bien même j'aurais à maintes reprises des réponses pertinentes aux questions des citoyens. Je me sens menotté. »*
>
> *L'agent chargé des infrastructures sportives et culturelles, entretien semi-directif*

L'ex-élue présidente de la commission de la jeunesse et du sport identifie la cause structurelle de cette autocensure :

> *« La phobie de la réaction des citoyens freine toute tentative d'ouverture. Nous avons essayé de mettre en place une plateforme participative, mais nous avons fait face à un blocage systématique. »*
>
> *L'ex-élue présidente de la commission de la jeunesse et du sport, entretien semi-directif*

Le registre virulent inclut des insultes (10 occurrences), diffamations (2 occurrences) et comptes pseudonymisés (6 comptes). Ces comportements s'expliquent en partie par l'anonymat que la plateforme autorise et par les tensions politiques locales documentées dans les entretiens.

3.3 L'absence de retour institutionnel et le déficit de reconnaissance

La quasi-absence de retour institutionnel aux commentaires citoyens constitue la dimension la plus analytiquement significative des données. La municipalité n'a publié que 2 liens participatifs sur la période observée. Aucun mécanisme formel de traitement des contributions citoyennes n'est identifiable.

Dans les termes d'Honneth (2000), ce silence constitue un déni de légitimité : l'universitaire et ex-élue d'une liste indépendante le formule avec précision :

> *« La page n'est pas interactive — c'est plus de l'information que du débat. Les administrateurs semblent avoir oublié que fournir des informations, ce n'est pas lancer un débat. »*
>
> *L'universitaire et ex-élue d'une liste indépendante, entretien semi-directif*

Un facteur structurel explique en partie cette irréactivité : la gestion de la page est assurée par deux agents désignés sans formation préalable — l'un responsable du service des travaux et de la voirie, l'autre technicien en formation — cumulant cette fonction avec leurs tâches administratives courantes. L'agent chargé des infrastructures sportives et culturelles résume :

> *« On ne peut pas être en même temps au four et au moulin. Il faut quelqu'un de professionnel pour gérer la page, pas un agent communal qui a d'autres tâches plus pénibles. »*
>
> *L'agent chargé des infrastructures sportives et culturelles, entretien semi-directif*

L'absence de *Community manager* qualifié est mentionnée par l'ensemble des 22 acteurs interrogés comme le premier déficit structurel de la communication numérique communale. L'élu indépendant et universitaire résume ce constat collectif :

> *« Le processus de décentralisation a trébuché, notamment faute de ressources humaines adaptées à la communication numérique participative. »*
>
> *L'élu indépendant et universitaire, entretien semi-directif*

Ce déficit s'inscrit dans la logique du NPM hybride : l'*accountability* de la commune est orientée vers le gouvernorat, non vers les administrés. Dans ce cadre, répondre ou ne pas répondre aux commentaires citoyens ne change rien à la position institutionnelle de la municipalité.

3.4 Une participation sans écho : lecture sur l'échelle d'Arnstein

La conjonction des trois résultats précédents — faible engagement (RAD = 8,9 ; taux d'interaction active = 0,0013 %), irréactivité institutionnelle, autocensure des agents et registres discursifs conflictuels non régulés — dessine une configuration que nous désignons sous le concept de participation sans écho.

Sur l'échelle d'Arnstein (1969), ce régime se situe aux échelons 3–4. La plateforme communale diffuse de l'information institutionnelle (échelon 3) et recueille des commentaires citoyens (échelon 4), mais sans mécanisme permettant aux contributions de remonter vers les processus décisionnels. Les échelons 5 à 8 — conciliation, partenariat, délégation, contrôle citoyen — supposent un engagement institutionnel que le corpus ne documente à aucun moment.

3.5 Après la dissolution : amélioration de surface, persistance structurelle

Les entretiens fournissent des données précieuses sur la perception de l'évolution de la page après la dissolution du conseil municipal. Les témoignages convergent vers un constat nuancé : une légère amélioration formelle est perceptible, mais sans transformation structurelle.

> *« La page s'est un peu améliorée après la dissolution — il y a plus d'interaction, moins d'attaques. Mais sans politique communicationnelle, les problèmes de fond demeurent. »*
>
> *L'ex-élue indépendante et doctorante, entretien semi-directif*

> *« Toujours pas de Community manager, toujours pas de ligne éditoriale. La page est meilleure dans la forme, mais le fond reste le même. »*
>
> *La cheffe du service des taxes et du recouvrement, entretien semi-directif*

Ces témoignages sont cohérents avec l'hypothèse centrale de la recherche : les logiques communicationnelles institutionnelles sont suffisamment structurelles pour absorber une recomposition politique conjoncturelle sans se transformer en profondeur.

4. Discussion et perspectives

4.1 Limites méthodologiques

Le corpus se limite à un seul mois (février 2023) et à une seule commune. L'échantillon quantitatif (75 % de la circonscription de Houmt Souk) présente un biais d'auto-sélection. Les interactions observées sur Facebook ne constituent qu'un segment visible de la réalité communicationnelle locale. La médiation algorithmique de Facebook constitue une variable

confondante : le RAD mesure l'asymétrie des réponses déposées, non nécessairement consultées.

4.2 Perspectives de recherche et recommandations

Les entretiens dégagent deux orientations prioritaires pour les acteurs eux-mêmes. 81 % des personnes interrogées identifient la reconstruction du site web officiel — jugé unanimement obsolète — comme la priorité numérique de la commune. L'adjoint au maire, architecte urbaniste, le qualifie d'« archaïque et statique » ; l'ex-élue indépendante et doctorante le juge « catastrophique » ; l'ex-élue présidente de la commission de la jeunesse et du sport le trouve « peu agréable et d'accès difficile ».

13 acteurs préconisent par ailleurs la numérisation du courrier administratif afin d'améliorer la traçabilité et de réduire les risques de fraude — recommandation qui s'inscrit dans une logique d'e-administration progressive.

Ces recommandations pratiques pointent vers un besoin plus fondamental : une stratégie communicationnelle institutionnelle intégrée, dotée d'une ligne éditoriale, d'une charte graphique, d'un *Community manager* formé et d'un mécanisme formel de traitement des contributions citoyennes. Sans ce cadre, la page Facebook communale continuera de fonctionner comme une vitrine institutionnelle plutôt que comme un espace de gouvernance participative.

Une étude longitudinale avant/après la dissolution du 8 mars 2023, élargie aux communes de Midoun et Ajim, permettrait de tester la généralisabilité de ces configurations à l'ensemble du territoire djerbien et de mesurer si et comment un choc institutionnel majeur reconfigure les pratiques communicationnelles numériques locales. Dans une perspective plus large, les travaux de Haugbølle et al. (2017) sur le Dialogue national tunisien de 2013 rappellent que les transitions politiques tunisiennes — à toutes les échelles — peinent à produire des mécanismes de médiation institutionnelle formalisés garantissant une participation effective des acteurs concernés. Cette leçon structurelle trouve un écho à l'échelle micro de la gouvernance communale djerbienne : l'absence de dispositifs délibératifs formels entre institutions et citoyens n'est pas une spécificité locale, mais une constante des transitions politiques tunisiennes incomplètes.

Conclusion

Cette analyse de la page officielle Facebook de la commune de Djerba Houmt Souk met en évidence une tension structurelle entre la vocation participative affichée et la réalité observable des échanges en ligne. La page fonctionne davantage comme une vitrine institutionnelle unilatérale que comme un espace de gouvernance locale dialogique : faible taux d'engagement (2,02 % ; RAD = 8,9 ; taux d'interaction active = 0,0013 %), capture politique de la plateforme, autocensure des agents, irréactivité institutionnelle et registres discursifs citoyens polarisés.

Lue à travers l'échelle d'Arnstein, cette configuration situe les pratiques observées aux échelons 3–4 — loin des formes d'*empowerment* réel que supposent le partenariat et la délégation de pouvoir. Les 22 entretiens révèlent que les acteurs institutionnels eux-mêmes identifient les blocages structurels : absence de ressources humaines qualifiées, capture politique de la page, absence de politique communicationnelle formalisée, culture administrative descendante résistant aux logiques participatives.

Ces déterminants multiples — organisationnels, politiques et technologiques — se conjuguent pour produire le régime de participation sans écho : les citoyens disposent d'une capacité d'expression visible, mais structurellement découplée de toute influence sur la décision. Dépasser cette configuration suppose un engagement politique en faveur d'une décentralisation effective, dotée des ressources, des compétences et des garanties institutionnelles qui font aujourd'hui défaut.

Références bibliographiques

Arnstein, S. R. (1969). A ladder of citizen participation. *Journal of the American Institute of Planners*, *35*(4), 216–224.

Bishop, J. (2014). Representations of 'trolls' in mass media communication. *International Journal of Web Based Communities, 10*(1), 7–24.

Bucher, T., & Helmond, A. (2018). The affordances of social media platforms. Dans J. Burgess, A. Marwick, & T. Poell (dir.), *The SAGE handbook of social media* (pp. 233–253). SAGE.

Cardon, D. (2015). *À quoi rêvent les algorithmes*. Seuil.

Fenton, N. (2016). Left out? Digital media, radical politics and social change. *Information, Communication & Society, 19*(3), 346–361. https://doi.org/10.1080/1369118X.2015.1109698

Fraser, N., & Honneth, A. (2003). *Redistribution or recognition? A political-philosophical exchange* (J. Golb, J. Ingram, & C. Wilke, trad.). Verso.

Galibert, O., & Peirot, N. (2017). Entre « encadrement » et « débordement » : une approche des enjeux du *community management* dans le champ de la démocratie locale. *Communiquer, 19*, 59–77. https://doi.org/10.4000/communiquer.2166

Gillespie, T. (2018). *Custodians of the internet: Platforms, content moderation, and the hidden decisions that shape social media*. Yale University Press.

Halté, P. (2018). *Les émoticônes et les interjections dans le tchat*. Lambert-Lucas.

Haouala, A., & Ben Hassine, A. (2023). E-participation citoyenne et valeur publique dans les municipalités tunisiennes. Étude exploratoire 2011–2021. *Management & Sciences Sociales, 35*(2), 121–140. https://doi.org/10.3917/mss.035.0121

Cavatorta, F., & Haugbølle, R. H. (2012). The end of authoritarian rule and the mythology of Tunisia under Ben Ali. *Mediterranean Politics*, Taylor & Francis.

Haugbølle, R. H., Ghali, A., Yousfi, H., et al. (2017). *Tunisia's 2013 National Dialogue*. Berghof Foundation.

Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Cerf.

Hood, C. (1991). A public management for all seasons? *Public Administration, 69*(1), 3–19. https://doi.org/10.1111/j.1467-9299.1991.tb00779.x

Howard, P. N., & Hussain, M. M. (2011). The upheavals in Egypt and Tunisia: The role of digital media. *Journal of Democracy, 22*(3), 35–48. https://doi.org/10.1353/jod.2011.0041

Labiadh, I. (2016, janvier). *Décentralisation et renforcement du pouvoir local : la Tunisie à l'épreuve des réformes institutionnelles* [Communication]. Colloque Maillages territoriaux, démocratie et élection, Monastir, Tunisie. https://shs.hal.science/halshs-01293413

Mergel, I. (2013). A framework for interpreting social media interactions in the public sector. *Government Information Quarterly, 30*(4), 327–334. https://doi.org/10.1016/j.giq.2013.05.015

Miladi, N. (2011, 17 janvier). *Tunisia: A media led revolution?* Al Jazeera. https://www.aljazeera.com/opinions/2011/1/17/tunisia-a-media-led-revolution

Morozov, E. (2011). *The net delusion: The dark side of internet freedom*. PublicAffairs.

Mossberger, K., Tolbert, C. J., & McNeal, R. S. (2008). *Digital citizenship: The Internet, society, and participation*. MIT Press.

Osborne, S. P. (2006). The new public governance? *Public Management Review, 8*(3), 377–387. https://doi.org/10.1080/14719030600853022

Papacharissi, Z. (2015). Affective publics and structures of storytelling: Sentiment, events and mediality. *Information, Communication & Society*. https://doi.org/10.1080/1369118X.2015.1109697

Russell, J. A. (1980). A circumplex model of affect. *Journal of Personality and Social Psychology, 39*(6), 1161–1178. https://doi.org/10.1037/h0077714

van Dijck, J., Poell, T., & de Waal, M. (2018). *The platform society: Public values in a connective world*. Oxford University Press.

Viallon, P., & Gardère, É. (2020). *Médias dits sociaux ou médias dissociants ?* De Boeck Supérieur.

Whittaker, E., & Kowalski, R. M. (2015). Cyberbullying via social media. *Journal of School Violence, 14*(1), 11–29. https://doi.org/10.1080/15388220.2014.949377

Zémor, P. (1995). *La communication publique*. Presses universitaires de France.

Zumofen, R., & Mabillard, V. (2021). *L'utilisation des réseaux sociaux au niveau local : panorama de l'activité et des pratiques en comparaison internationale* [Document de travail]. IDHEAP, Université de Lausanne. https://hal.science/hal-03624619